

**Pierre Mendès-France devient président du conseil  
(Un homme politique en rupture avec les habitudes de la quatrième république)**

Deux documents peuvent être utilisés dans une démarche croisée pour expliquer l'originalité de l'action de Pierre Mendès-France dont le court passage au pouvoir (juin 1954 – février 1955) marqua profondément la mémoire politique française.

L'activité concerne principalement les élèves des classes de terminales générales (séries ES, L, S)

**Document 1** : Vidéo des Jalons pour l'histoire du temps présent

**Document 2** : Extraits du discours d'investiture de Pierre Mendès-France à l'assemblée nationale le 17 juin 1954.

L'objectif de cet exercice est de mieux faire comprendre le fonctionnement des institutions de la quatrième république, on peut donc aussi fournir aux élèves un schéma simplifié du fonctionnement institutionnel

DOCUMENT 1 Vidéo des Jalons

**Copier-coller le code HTML ci-dessous dans votre page HTML:**

[La crise ministérielle : déclaration de Mendès France](#)

**pour créer un lien vers le document suivant:**

[La crise ministérielle : déclaration de Mendès France](#)

**Questions de guidage pour comprendre la vidéo**

- 1 – Quel média à-t-il choisi PMF pour s'exprimer ?
- 2 – Avant quel moment important de la vie politique choisit-il d'intervenir ?
- 3 - A qui s'adresse-t-il en priorité dans ce message ? Que souhaite-t-il obtenir ?
- 4 – En 1954, la télévision est-elle un média de masse ?

**Document 2** : Discours d'investiture de Pierre Mendès-France (17 juin 1954)

Nous sommes aujourd'hui le 17 juin. Je me présenterai devant vous avant le 20 juillet et je vous rendrai compte des résultats que j'ai obtenus. Si aucune solution satisfaisante n'a pu aboutir à cette date, vous serez libéré du contrat qui nous aura lié et mon gouvernement remettra sa démission à M. le président de la république. Mon objectif est donc la paix. Mesdames Messieurs c'est dans cette perspective, ce but une fois atteint dans le délai prévu, que je me place maintenant afin de vous indiquer succinctement les étapes de suivantes que mon gouvernement fixera pour son action. [...]

La paix en Indochine étant rétablie [...] la France devra se prononcer avec clarté sur la politique qu'elle entend suivre à l'égard d'un problème capital et longtemps différé : celui de l'Europe. Vis-à-vis de ses amis comme vis-à-vis d'elle-même, la France ne peut plus prolonger une équivoque qui porte atteinte à l'alliance occidentale. [...] La Communauté européenne de défense nous met en présence d'un des plus graves cas de conscience qui n'ait jamais troublé le pays. L'une de ces données est la nécessité d'un réarmement occidental imposé par la situation internationale et qui conduit à envisager – perspective cruelle pour tous les Français – les conditions de la participation de l'Allemagne à une organisation commune de défense.

Je m'adresse aux partenaires comme aux adversaires de la communauté européenne de défense pour qu'ils renoncent aux intransigeances.

L'accomplissement des tâches qui viennent de d'être énumérées doit aller de pair avec le rétablissement de la concorde et de la sécurité dans ces deux pays d'Afrique du Nord qu'endeuillent, en ce moment même, le fanatisme et le terrorisme. Le Maroc et la Tunisie auxquels la France a ouvert les voies du progrès économique, social et politique, ne doivent pas devenir sur les flancs de nos départements algériens, des foyers d'insécurité et d'agitation ; cela je ne l'admettrai jamais. Mais j'ajoute avec la même netteté que je ne tolérerai pas non plus d'hésitations ou des réticences dans les promesses que nous avons faites à des populations qui ont eu foi en nous. ...

Il est entendu -encore une fois- que si, à l'une de ces étapes successives, je n'ai pas réussi à atteindre l'objectif fixé, mon gouvernement remettra sa démission à M. le Président de la République. [...]

Mais le gouvernement sera ce que seront ses membres. Je ferai appel, si vous me chargez de le constituer, à des hommes capables de servir, à des hommes de caractère, de volonté et de foi. Je le ferai sans aucune préoccupation de dosage. [...]

Il n'y aura pas de ces négociations interminables que nous avons connues ; je n'admettrai ni exigences ni veto. Le choix des ministres, en vertu de la Constitution, appartient au président du Conseil investi, et à lui seul. Je ne suis pas disposé à transiger sur les droits que vous m'auriez donnés par votre vote d'investiture.

### **Questions de guidage pour comprendre le texte**

1 – Quel événement politique et militaire explique que le président de la République fait appel à PMF pour former son gouvernement (aidez vous du contexte historique contenu dans Jalosn à côté de la vidéo)

2- quelles sont les trois grandes questions abordées et pour lesquels PMF se propose d'agir ?

3- Que promet de faire PMF s'il ne parvient pas à résoudre les problèmes auquel son gouvernement est confronté ? Qu'exige-t-il en échange ? Autrement dit quels sont les termes du contrat qu'il propose aux députés ?

4 – En quoi cette attitude de PMF est-elle en rupture avec les pratiques politiques habituelles lors de la formation d'un gouvernement (utilisez le mot investiture dans votre réponse)

### **SYNTHESE SUR LES DEUX DOCUMENTS**

- Par quels procédés politiques et institutionnels PMF tente-t-il de renforcer la marge d'action du gouvernement et du pouvoir exécutif vis à vis des partis et des députés ?

- PMF a été surnommé par des journalistes le « De Gaulle de gauche » Pourriez-vous expliquer pourquoi ?

- Quel est le bilan du gouvernement Mendès-France dans la politique de décolonisation ?